



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DU RHONE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Lyon, le 5 mai 2008

Sous-Direction de l'Environnement

Affaire suivie par M. MONNIER/NM

☎ : 04 72 61 61 49

Fax : 04 72 61 64 26

serge.monnier@rhone.pref.gouv.fr

ARRETE PREFECTORAL N° 2008-1620

**délimitant les zones susceptibles d'être contaminées
par les termites sur les communes de Lyon, Ste Foy lès Lyon et Francheville**

**Le Préfet de la zone de Défense Sud-Est
Préfet de la région Rhône-Alpes,
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'Honneur,**

VU le code pénal ;

VU le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L.133-1 à L.133-6 et R.133-4 et R.133-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 10 août 2000 fixant le modèle de l'état parasitaire relatif à la présence de termites dans un immeuble ;

VU la circulaire ministérielle n° 2001-21 du 23 mars 2001 relative à la protection des acquéreurs et propriétaires d'immeubles contre les termites ;

VU le rapport de la direction départementale de l'équipement proposant la délimitation d'une zone contaminée par les termites ou susceptible de l'être dans le département du Rhône ;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes de Sainte Foy lès Lyon en date du 10 avril 2008, de Lyon en date du 21 avril 2008, de Francheville en date du 28 avril 2008 émettant un avis favorable au projet de délimitation par arrêté préfectoral des zones contaminées ou susceptibles de l'être à court terme par les termites;

.../...

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Rhône ;

A R R E T E

Article 1^{er}

Une zone contaminée par les termites, ou susceptible de l'être à court terme, est délimitée sur les territoires des communes de Lyon, Francheville et Ste-Foy-Lès-Lyon conformément au plan figurant en annexe.

Article 2

Dans les zones délimitées par le présent arrêté, un état parasitaire de moins de trois mois est annexé à tout acte authentique de vente ou d'achat d'un immeuble bâti. Il est établi conformément au modèle défini par l'arrêté du 10 août 2000.

Article 3

Les fonctions d'expertise ou de diagnostic sont exclusives de toute autre activité de traitement préventif, curatif ou d'entretien de lutte contre les termites.

Article 4

Aucune clause d'exonération de la garantie des vices cachés ne peut être stipulée à raison des vices constitués par la présence de termites si l'état mentionné à l'article 2 n'est pas annexé aux actes susmentionnés.

Article 5

Dès qu'il a connaissance de la présence de termites dans un immeuble bâti ou non bâti, l'occupant de l'immeuble contaminé en fait la déclaration à la mairie du lieu où se situe le bien par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou contre décharge. A défaut d'occupant, cette déclaration incombe au propriétaire et dans les copropriétés, au syndicat de copropriétaires pour les parties communes. La non observation de cette obligation est punie des peines prévues pour les contraventions de 3^{ème} classe.

Article 6

En cas de démolition totale ou partielle d'un bâtiment situé dans les zones énumérées à l'article 1, les bois et matériaux contaminés par les termites sont incinérés sur place ou traités avant tout transport si leur incinération sur place est impossible. La personne qui a procédé à ces opérations en fait la déclaration en mairie par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou contre décharge. Le fait de ne pas avoir exécuté l'incinération ou le traitement est puni des peines prévues pour les contraventions de 5^{ème} classe.

Article 7

Les communes qui auraient pris un arrêté municipal antérieur à la loi susvisée et à ses textes d'application, devront le mettre en concordance avec l'ensemble de ces dispositions ainsi qu'avec celles du présent arrêté.

Article 8

Outre les recours gracieux exercés dans le même délai, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Lyon dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

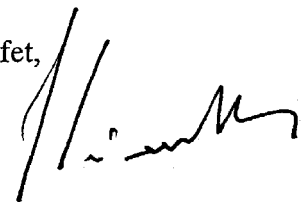
Article 9

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'équipement, les maires des communes du Rhône visées à l'article 1er, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et affiché pendant trois mois dans les mairies concernées.

Mention de l'arrêté et des modalités de consultation de celui-ci est insérée en caractères apparents dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

L'arrêté et ses annexes peuvent être consultés dans les mairies des communes concernées et à la préfecture.

Le Préfet,



Jacques GÉRAULT

Pour copie conforme

Pour le Préfet,
Le Sous-directeur de l'Environnement
et du Développement Durable



Serge MONNIER

VU POUR ETRE ANNEXÉ A L'ARRÊTÉ
PRÉFECTORAL DU
- 5 MAI 2008

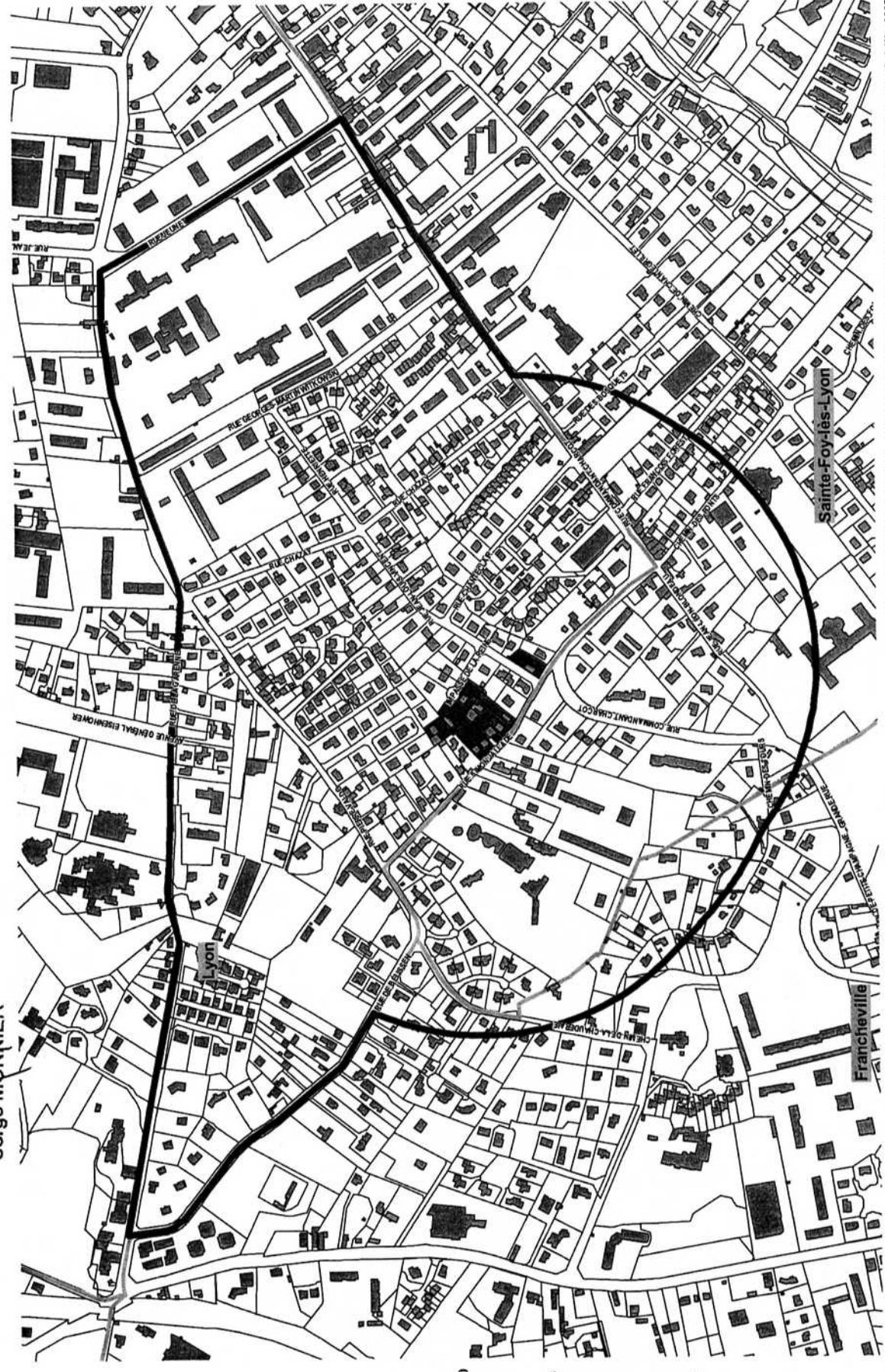


LE PRÉFET
Sous-directeur de l'Environnement
et du Développement Durable

Pour le Préfet,
Serge MONNIER

INFESTATION TERMITES

périmètres de protection



0 50 100 150 200 250
Mètres

Échelle: 1:5 000

- parcels infestées
- zone susceptible d'être infesté par les termites
- parcels
- limites communes
- bâti dur
- bâti léger

Mars 2008

PM / SIG



En savoir plus sur ce texte ...

JORF n°201 du 31 août 2000 page 13499
texte n° 37

ARRETE

Arrêté du 10 août 2000 fixant le modèle de l'état parasitaire relatif à la présence de termites dans un immeuble

NOR: EQUU0000781A

Le secrétaire d'Etat au logement,

Vu le décret no 2000-613 du 3 juillet 2000 relatif à la protection des acquéreurs et propriétaires d'immeubles contre les termites, notamment l'article 6,

Arrête :

Art. 1er. - Le modèle d'état parasitaire mentionné à l'article 6 du décret du 3 juillet 2000 susvisé est annexé au présent arrêté.

Art. 2. - Le directeur général de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

A N N E X E

MODELE D'ETAT PARASITAIRE RELATIF A LA PRESENCE DES TERMITES DANS UN IMMEUBLE (ART. 6 DU DECRET No 2000-613 DU 3 JUILLET 2000)

A. - Désignation de l'immeuble

Localisation de l'immeuble :

Département :

Commune :

Adresse :

Lieudit :

No de rue, voie :

No d'étage :

Section cadastrale :

No des parcelles :

No des lots :

Nature de l'immeuble :

Immeuble non bâti -

Immeuble bâti -

B. - Désignation du demandeur

Désignation du demandeur :

Nom :

Prénom :

Adresse :

Qualité du demandeur (sur déclaration de l'intéressé) :

Propriétaire de l'immeuble -

Autre le cas échéant

-

C. - Désignation de l'expert

Identité de l'expert :

Nom :

Prénom :

Adresse et raison sociale :

No d'identification :

Désignation de la compagnie d'assurance :

No de police :

D. - Identification des parties d'immeubles visitées et des éléments infestés

ou ayant été infestés par les termites et ceux qui ne le sont pas

=====

Vous pouvez consulter le tableau dans le JO

n° 201 du 31/08/20 0 page 13499 à 13500

=====

E. - Identification des parties d'immeubles

n'ayant pu être visitées et justification

.....

F. - Moyens d'investigation utilisés

.....

G. - Récapitulation des ouvrages, parties d'ouvrages et éléments qui n'ont pas été examinés et justification

.....

H. - Constatations diverses

.....

Cachet de l'expert

Date d'établissement de l'état parasitaire

Fait à le

Nom : Prénom :

Signature

Nota. - Conformément à l'article 9 de la loi no 99-471 du 8 juin 1999, l'expert ayant réalisé le présent état parasitaire n'exerce aucune activité de traitement préventif, curatif ou d'entretien de lutte contre les termites.

A N N E X E

MODELE D'ETAT PARASITAIRE RELATIF A LA PRESENCE DES TERMITES DANS UN IMMEUBLE (ART. 6 DU DECRET No 2000-613 DU 3 JUILLET 2000)

A. - Désignation de l'immeuble

Localisation de l'immeuble :

Département :

Commune :

Adresse :

Lieudit :

No de rue, voie :

No d'étage :

Section cadastrale :

No des parcelles :

No des lots :

Nature de l'immeuble :

Immeuble non bâti -

Immeuble bâti -

B. - Désignation du demandeur

Désignation du demandeur :

Nom :

Prénom :

Adresse :

Qualité du demandeur (sur déclaration de l'intéressé) :

Propriétaire de l'immeuble -

Autre le cas échéant

-

C. - Désignation de l'expert

Identité de l'expert :

Nom :

Prénom :

Adresse et raison sociale :

No d'identification :

Désignation de la compagnie d'assurance :

No de police :

D. - Identification des parties d'immeubles visitées et des éléments infestés
ou ayant été infestés par les termites et ceux qui ne le sont pas

=====

Vous pouvez consulter le tableau dans le JO
n° 201 du 31/08/20 0 page 13499 à 13500

=====

E. - Identification des parties d'immeubles
n'ayant pu être visitées et justification

.....

F. - Moyens d'investigation utilisés

.....

G. - Récapitulation des ouvrages, parties d'ouvrages
et éléments qui n'ont pas été examinés et justification

.....

H. - Constatations diverses

.....

Cachet de l'expert

Date d'établissement de l'état parasitaire

Fait à le

Nom : Prénom :

Signature

Nota. - Conformément à l'article 9 de la loi no 99-471 du 8 juin 1999, l'expert ayant réalisé le présent état parasitaire n'exerce aucune activité de traitement préventif, curatif ou d'entretien de lutte contre les termites.

Fait à Paris, le 10 août 2000.

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Le directeur, adjoint au directeur général
de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction,

P. Schwach